

Le service public d'éducation, c'est l'école publique ! Non, nous ne manifestations pas « main dans la main » avec l'enseignement privé le 27 septembre !

Les producteurs du spectacle des informations veulent des « événements », de « l'historique », du « jamais-vu ». La grève du 27 septembre dans l'éducation a donné à presque tous les médias l'occasion d'adopter le même angle d'attaque : l'enseignement public et l'enseignement privé auraient manifesté « côte à côte », « unis » contre les suppressions de postes. La journée marquerait peut-être la fin de « la guerre scolaire » et les « deux écoles », fâchées comme deux sœurs jumelles, finiraient bien par se réconcilier.

Il n'en est rien en réalité ! Nous n'avons pas fait grève et nous n'avons pas manifesté pour cela. **Ce récit médiatique de la journée du 27 septembre est une fiction qui sert, consciemment ou inconsciemment, les intérêts patronaux et confessionnels que nous combattons.**

D'abord, la grève du 27 septembre a été décidée par les seules fédérations syndicales de l'enseignement public. Les syndicats de l'enseignement privé n'ont fait que s'y adjoindre. A aucun moment, il n'y a eu de discussion et de décision communes pour manifester « tous ensemble », comme si l'on défendait les mêmes intérêts.



Que les personnels de l'enseignement privé protestent contre la dégradation de leurs conditions de travail, cela se comprend. Comme tous les autres salariés, ils ont, à nos yeux, et par la loi, le droit de s'opposer à leur employeur et nous ne doutons pas qu'une partie des causes de leur souffrance au travail soient les mêmes que celles qui rendent l'exercice de nos métiers chaque année plus difficile.

Mais s'ils défendent le principe de l'école privée, s'ils revendiquent « plus de postes » pour les établissements du privé, alors nous nous séparons radicalement parce que l'existence même d'un enseignement privé, confessionnel, financé par des fonds publics contredit le principe de laïcité que nous défendons.

La situation du public et du privé n'est d'ailleurs pas du tout la même. L'État, sous de faux airs de défense de la laïcité, privilégie depuis plusieurs années l'enseignement privé, très majoritairement confessionnel et catholique. Alors que ses effectifs représentent globalement 17% des élèves scolarisés, les réductions de postes du privé forment à peine 10% du total. Et encore, lors du vote du dernier budget, 4 millions d'euros ont été retirés du budget de l'Éducation nationale pour être attribués à l'enseignement privé : un véritable hold-up ! Cela, pour ne rien dire de la loi Carle de 2009 qui oblige les communes à financer la scolarisation dans l'enseignement privé, de l'accord de reconnaissance des grades et des diplômes de l'enseignement supérieur entre la France et le Vatican signé en 2008 ou de la promotion, par le ministre de l'éducation nationale, des méthodes managériales qui ont cours dans les établissements privés ...

Pas de « parité » entre l'enseignement public et l'enseignement privé.

Les fonds publics doivent aller exclusivement à l'école publique.

Pour un service public unifié de l'Éducation et pour la fonctionnarisation de l'ensemble des personnels.